

LA SENTINELLE

BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

Spécial 75 ans OMS

**Pour une meilleure santé pour
tous, investissons plus dans les
soins de santé primaires**



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

75

LA SANTÉ
POUR TOUS



SOMMAIRE

- ▶ Editorial.
- ▶ Grandes priorités du Directeur Général de l'OMS.
- ▶ Vision de la Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique
- ▶ Copie de l'accord de coopération entre l'OMS et le Gouvernement du Burundi signé le 12 août 1963.
- ▶ Quelques grandes réalisations de l'OMS au Burundi en 2022
- ▶ Au Burundi, la santé au cœur de la lutte contre les violences basées sur le genre.
- ▶ Collaboration entre l'OMS et Organisations non étatiques : Un partenariat pour l'amélioration de la santé et le bien-être des populations cibles.



Dr Xavier CRESPIN

Représentant de l'OMS au BURUNDI

O 7 avril 1948-07 avril 2023 ! voilà 75 ans que l'Organisation mondiale de la santé existe ! 75 ans que cette institution spécialisée des Nations Unies œuvre inlassablement, comme le stipule sa constitution, pour amener tous les peuples des États membres et partenaires au niveau de santé le plus élevé possible, la santé étant définie comme un « état de complet bien-être physique, mental et social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ».

75 ans à mener une lutte acharnée contre les maladies et autres grands phénomènes sanitaires qui ont jalonné ces sept (07) décennies d'existence. 75 ans d'existence nous donnent l'occasion de célébrer les bons moments de victoire sur les calamités et autres fléaux sanitaires mondiaux, de relever les bonnes pratiques qui ont permis d'y faire face, mais aussi et surtout d'affronter efficacement les défis actuels et ceux à venir en vue de parvenir à cet idéal d'une meilleure santé et d'un réel bien-être pour tous ».

Le 75ème anniversaire de l'OMS qui coïncide avec les 60 ans de présence de l'institution au Burundi nous offre ainsi l'opportunité de revenir sur quelques moments forts comme: l'éradication de la variole dans le monde, l'éradication de la poliomyélite

à virus sauvage en Afrique, les innovations en matière vaccinale avec notamment le vaccin contre le paludisme, le vaccin COVID 19 et les importantes avancées en matière de prise en charge de la tuberculose et du VIH/SIDA notamment.

A ces résultats notables et probants s'ajoutent quelques actions clés menées par l'Organisation Mondiale de la santé aux côtés du Gouvernement pour contribuer à la santé et au bien-être des Burundais et Burundaises à savoir : Les succès thérapeutique pour la tuberculose (95%) et la très bonne performance contre le VIH avec l'atteinte des cibles 3X90 pour ne citer que ces deux principaux. Par ailleurs, en 2022, le Burundi est passé du statut de membre associé au statut de membre à part entière du Programme de l'OMS pour la pharmacovigilance internationale.

Ce numéro spécial de notre trimestriel « LA SENTINELLE » vous « reconnecte » également avec le staff actuel au service de la santé de la population, l'acte qui a porté l'institution sur les fonts baptismaux, quelques grandes réalisations pour le compte de l'année 2022 et bien évidemment un clin d'œil à nos partenaires avec lesquels nous menons ce combat pour l'atteinte de la couverture sanitaire universelle au Burundi.

Merci de votre soutien sans cesse renouvelé !
Bonne lecture et bonne santé à tous.

75 ANS DE L'OMS DANS LE MONDE : SANTÉ POUR TOUS



Le 7 avril 2023, Journée mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la santé célèbre son 75e anniversaire. En effet, c'est en 1948 que les pays du monde se sont réunis et ont fondé l'OMS pour promouvoir la santé, assurer la sécurité mondiale et servir les personnes vulnérables afin que chacun, partout dans le monde, puisse atteindre le plus haut niveau de santé et de bien-être.

Cette année 2023 est donc l'occasion de revenir sur les succès en matière de santé publique qui ont amélioré la qualité de vie au cours des sept dernières décennies. C'est aussi l'occasion de travailler davantage pour relever les défis sanitaires d'aujourd'hui et de demain. C'est pourquoi, l'OMS invite tous les Gouvernements à exprimer leur engagement envers notre objectif commun de la santé pour tous.

Les différentes épidémies et autres urgences sanitaires, les crises humanitaires et climatiques qui se chevauchent, les contraintes économiques et les conflits ont rendu l'atteinte de l'objectif de « Santé pour tous » encore plus urgent au niveau de chaque pays.

La campagne relative à la célébration du 75ème anniversaire de l'OMS (campagne OMS/75) vise à faire progresser la couverture sanitaire universelle, en s'appuyant sur 75 ans de succès en matière de santé publique et en relevant les défis actuels et futurs.

Au cours des dernières années, le Burundi a fait preuve d'un important engagement pour répondre aux besoins des populations et renforcer son système de santé à travers le Plan National de Développement (2018-2027) et la Stratégie sectorielle de la santé (2021-2027). Aussi, la campagne OMS/75 servira de plate-forme de soutien pour faire progresser la mise en œuvre des actions en faveur de la santé et du bien-être au Burundi.

Enfin, l'OMS compte sur le soutien de tous les états membres et ses partenaires pour célébrer ensemble son 75ème anniversaire tout au long de l'année 2023, notamment au cours de la Journée mondiale de la santé, le 7 avril mais aussi pendant l'Assemblée mondiale de la Santé et l'Assemblée générale des Nations Unies.



Organisation
mondiale de la Santé

Charte des valeurs de l'OMS

Nos valeurs
Notre ADN



Des personnes chargées de servir la santé
publique en toutes circonstances



Des professionnels visant l'excellence dans
le domaine de la santé



Des personnes intègres



Des collègues et des partenaires œuvrant en collaboration



Des personnes soucieuses des autres



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus

Directeur général de l'OMS



Dr Matshidiso Moeti

Directrice régionale de l'OMS
pour l'Afrique



Dr Xavier Crespin

Représentant de l'OMS
au Burundi

LE PERSONNEL DE L'OMS



LES 5 GRANDES PRIORITES DE DR. TEDROS ADHANOM GHEBREYESUS

DIRECTEUR GENERAL DE L'OMS :



Promouvoir la santé : en agissant sur les causes premières des maladies et en créant les conditions de la santé et du bien-être.



Fournir des services de santé : en réorientant les systèmes de santé vers les soins de santé primaires, fondement de la couverture sanitaire universelle.



Protéger la santé : en renforçant l'architecture mondiale en matière de préparation, de riposte et de résilience face aux urgences sanitaires.



Démultiplier les progrès : en exploitant les possibilités offertes par la science, l'innovation et la recherche, les données et les technologies numériques.



Etre efficace : en renforçant l'OMS pour qu'elle produise des résultats et qu'elle soit mieux à même de jouer son rôle directeur dans la santé mondiale.

VISION DE DR MOETI MATSHIDISO

DIRECTRICE REGIONALE DE L'OMS POUR L'AFRIQUE :



Dr MOETI, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, prône la mise en place de systèmes de santé résilients, l'accroissement des investissements pour la santé et la mobilisation des ressources locales dans les pays africains.

Sa vision est « *que chaque Africain, quels que soit son âge, son niveau de revenus, sa situation sociale et son lieu de résidence, puisse jouir d'un bon état de santé et d'un bien-être optimal grâce à l'impulsion donnée par les gouvernements en vue d'assurer la couverture sanitaire universelle, de lutter contre les épidémies et les situations d'urgence et de créer des environnements favorisant l'adoption des modes de vie sains* ».

QUELQUES MESSAGES ESSENTIELS DE LA DIRECTRICE REGIONALE :

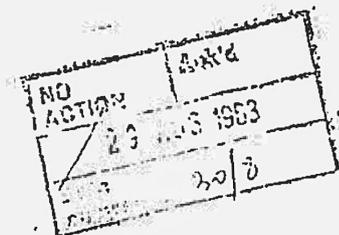
- La nécessité de la construction de systèmes de santé résilients capables de détecter et de répondre aux épidémies et la multisectorialité.
- La nécessité d'un renforcement des capacités pour la surveillance, la coordination, l'engagement communautaire et la gestion des cas.
- La nécessité d'avoir des actions multisectorielles et un partenariat solide dans la cadre de l'approche « une seule santé » pour prévenir et réduire les risques d'épidémies.
- La nécessité de plus d'investissements pour le renforcement des systèmes de santé pour un accès équitable aux services préventifs et curatifs de qualité par toutes les populations. C'est là, toute l'essence de la couverture sanitaire universelle.

COPIE DE L'ACCORD DE COOPERATION ENTRE L'OMS
ET LE GOUVERNEMENT DU BURUNDI SIGNE LE 12 AOUT 1963

JKab.

Royaume du Burundi
MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Usumbura, le 12 août 1963.



Ref.
OBJET:

Trois exemplaires
de contrat.

N° 1384/A.T.O.

A Monsieur le Directeur Régional
de l'Organisation Mondiale de la Santé
B.P.6

BRAZZAVILLE.

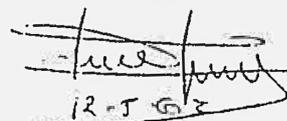
Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en
annexe en 3 exemplaires l'accord de base entre l'Organisation Mon-
diale de la Santé et le Gouvernement du Royaume du Burundi.

Je vous en souhaite bonne réception et vo-
serais très reconnaissant de me renvoyer 1 exemplaire dûment signé
par vous.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur
Régional, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Vice Premier Ministre, Ministre
de la Santé Publique et de la Populat
Le Secrétaire de Cabinet,
NSHIMIYIMANA D.


12-8-63

12. 30. 8. 63

QUELQUES GRANDES REALISATIONS DE L'OMS AU BURUNDI AU TITRE DE L'ANNEE 2022





Instauration de la couverture sanitaire universelle

La couverture sanitaire universelle est l'une des cibles fixées par les états membres de l'OMS lorsqu'ils ont adopté en 2015 les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Ainsi, le treizième programme général de travail de l'OMS vise à faire en sorte qu'un milliard de personnes supplémentaires bénéficient de la couverture sanitaire universelle d'ici à 2025 dans le monde, tout en contribuant à mieux protéger un milliard de personnes supplémentaires face aux situations d'urgence sanitaire et à faire bénéficier un milliard de personnes supplémentaires d'un meilleur état de santé et d'un plus grand bien-être.

C'est dans ce cadre que le Bureau de l'OMS Burundi apporte son appui au Gouvernement dans la mise en œuvre d'importantes interventions contribuant à la mise en place de cette stratégie et partant contribuer à l'accélération vers l'atteinte de la CSU. Il s'agit entre autres de l'appui technique et financier au processus d'élaboration des comptes de la santé 2020 après ceux des exercices 2016 et 2018 ; du renforcement des capacités de l'équipe technique des comptes de la santé avec deux sessions de formation sur la méthodologie « System Health Account », et la formation sur la Matrice des Progrès du Financement de la Santé dédiée aux pays francophones d'Afrique centrale et occidentale à Dakar au Sénégal ; appui à l'élaboration d'une stratégie nationale de financement de la santé du Burundi en vue de la couverture sanitaire universelle ; et enfin appui technique et financier pour des missions d'échange d'expériences en Côte d'Ivoire et au Sénégal pour plusieurs hauts cadres de l'Etat, cela en plus de la mission d'échange d'expériences sur la protection sociale en santé au Niger.



Lutte contre les maladies transmissibles

Les évidences globales et nationales ont été exploitées dans le cadre de l'appui du bureau pays de l'OMS au ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida pour l'actualisation des plans stratégiques, la mise à jour des documents techniques et des directives en matière de lutte contre le paludisme, le VIH et les hépatites virales. Soixante-seize (76) prestataires de santé de 19 districts sanitaires les plus affectés par le paludisme ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière de surveillance et suivi-évaluation du paludisme.

Grâce l'appui conjoint du bureau pays de l'OMS et USAID/projet PMI Measure Malaria (PMM), le 1er pool de

prestataires constitués de 13 professionnels de santé en provenance du niveau central et de six districts sanitaires a été formé sur la surveillance et le suivi-évaluation du paludisme.

De plus l'OMS a appuyé des formations intégrées de 231 prestataires sur les nouvelles directives de prise en charge syndromiques des IST, la prise en charge du VIH chez les enfants, la PTME et prise en charge du VIH chez les adultes pour les provinces de Bujumbura, Bujumbura mairie, Kirundo, Muramvya et Rumonge. En outre, un suivi post formation de ces prestataires a été organisé à l'endroit des prestataires de 8 formations sanitaires de Rumonge.

Pour protéger les populations contre le paludisme, l'OMS a appuyé la campagne de distribution de masse de moustiquaires imprégnées d'insecticides de longue durée d'action dans 16 provinces (sur 18 provinces). Elle a permis de distribuer 6 648 611 MIILDA. Par ailleurs l'OMS a effectué un plaidoyer en faveur de l'introduction du vaccin antipaludique en aidant le MSPLS à élaborer un dossier d'introduction du vaccin qui a été soumis à GAVI pour la demande de soutien.



Santé sexuelle et reproductive

En vue d'améliorer les performances des districts en matière de santé sexuelle et reproductive, l'OMS avait appuyé le Burundi à se doter d'un plan intégré Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et de l'Adolescent (SRMNIA) 2019-2023. En 2022, l'OMS a soutenu financièrement et techniquement le MSPLS dans la réalisation d'une revue à mi-parcours dudit plan assortie d'un plan de mise en œuvre des recommandations, notamment (i) le renforcement de la coordination intra et intersectorielle dans la mise en œuvre du plan et (2) l'amélioration de la qualité des soins et services de santé essentiels.



Vaccination

Afin d'appuyer le MSPLS dans la réduction du nombre d'enfants zéro doses et sous vaccinés dans le cadre du Programme Elargi de Vaccination (PEV), l'OMS a contribué à la mise en œuvre des activités de vaccination au cours de l'année 2022 dans plusieurs volets du programme : vaccination de routine, surveillance de maladies évitables par la vaccination, les ripostes aux épidémies, les campagnes de vaccination et l'introduction des nouveaux vaccins.



Gestion des urgences

La préparation du pays aux situations d'Urgences Sanitaire rentre dans le cadre de la mise en œuvre des exigences du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) auquel le Burundi a adhéré depuis 2007. En 2022, le renforcement des capacités de base du pays a davantage concerné les domaines en rapport avec la législation, la coordination du RSI2005, le laboratoire, la surveillance épidémiologique, la communication sur les risques et l'engagement communautaire et la prévention et le contrôle des infections. Le score global du RSI a progressé de 5 % (passant de 37 % à 42 %).

Renforcement de la préparation à la gestion des urgences de santé publique

L'année 2022 a été marquée par des activités de développement du Centre d'Opération d'Urgences Santé Publique (COUSP), avec un accent particulier sur les différents plans et procédures de fonctionnement du COUSP, testés à travers des exercices de simulation.



Au total, deux exercices de simulations ont été organisés pour évaluer les procédures standards opérationnelles aux points d'entrée et la fonctionnalité du COUSP. Des formations ont été également organisées sur le fonctionnement des COUSP et le Système de Gestion des Incidents (du niveau 1 et 2) à l'endroit de 25 cadres du Ministère de la Santé et des autres ministères impliqués dans la gestion des Urgences de Santé Publique (USP).

Communication du risque et l'engagement communautaire

En vue de sensibiliser les communautés à risque sur les mesures de prévention et de lutte contre la COVID-19 et la maladie à virus Ebola, l'OMS a contribué au renforcement de la communication sur les risques et l'engagement communautaire en appui au MSPLS, à travers plusieurs activités au nombre desquelles : (i) Le briefing de 40 ASC, de 8 TPS et de 24 responsables des CDS de Bujumbura Mairie et de Rumonge sur la CREC dans le cadre de la prévention contre la Covid-19, (ii) La production et la diffusion des messages de sensibilisation sur la COVID-19 ainsi que sur la Maladie à virus Ebola (MVE) à travers des spots TV et des microprogrammes radiodiffusés, (iii) la production d'outils et de supports de sensibilisation dont 10 000 T-shirts, 10 000 casquettes, 10 000 parapluies et 1 000 boîtes à images sur la prévention contre la COVID-19 et



la MVE, (iv) la formation de 150 leaders d'organisations de jeunes, 150 leaders communautaires et administratifs ainsi que 100 enseignants sur le respect des mesures barrières contre la COVID-19 et la MVE en partenariat avec l'ONG Global Peace Chain Burundi.

Réponse vaccinale contre la Covid-19

La vaccination contre COVID-19 s'est poursuivie en 2022. Le plan national de déploiement de la vaccination COVID-19 a été validé par le ministre de la Santé publique et de la lutte contre le sida suite à l'adhésion du pays à l'initiative COVAX. Dans la mise en œuvre dudit plan, le Burundi a intégré la vaccination contre la COVID-19 dans le paquet de la vaccination de routine.



Renforcement des partenariats

L'OMS poursuit sa collaboration avec plusieurs partenaires pour la mise en œuvre de son plan de travail conformément aux priorités du DG/OMS. Avec le MSPLS, il existe un plan annuel conjoint qui est mis en œuvre et revu semestriellement. En complément à ces fonds propres, la représentation de l'OMS au Burundi met en œuvre aussi des activités sous financement de plusieurs partenaires dont l'USAID, du Japon, de l'Union Européenne, de la Suède, etc. Un partenariat étroit s'est également établi avec plusieurs acteurs non étatiques comme Global Peace Chain, ALUMA BURUNDI, WORLD VISION, Médecins sans Vacances, des associations (Femmes Médecins ou encore les sage femmes) et la Fondation de la Première Dame. Aussi, dans le cadre du SNU, l'OMS a participé pleinement à l'élaboration du cadre de coopération avec le Gouvernement pour les 5 prochaines années. Ce cadre permet aux agences du SNU de travailler conjointement pour appuyer les efforts du Gouvernement en matière d'amélioration de la santé des populations.

C'est le cas dans les domaines tels que la préparation et réponse aux épidémies, la vaccination, l'approche « ONE HEALTH », la CSU, la lutte contre le Sida et la tuberculose, etc. L'OMS participe aussi aux travaux des différents cadres de concertation entre partenaires comme le Groupe de Partenaires Financiers de la Santé (GPFS), l'instance de coordination nationale (ICN) de la lutte contre le VIH, le paludisme notamment. Enfin, l'OMS collabore avec plusieurs autres partenaires dont GAVI, Fonds Mondial (FM), CDC Africa pour renforcer le système de santé. lth »



AU BURUNDI, LA SANTE AU COEUR DE LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Bujumbura- Salomé* se souvient encore des années de violence domestique qu'elle a subies aux mains de son ex-mari comme d'une période particulièrement sombre de sa vie. « J'ai pensé à me suicider, mais j'avais peur de laisser mes enfants seuls », raconte cette jeune femme de 23 ans, mère de cinq enfants, qui vit dans la province de Kirundo, dans le nord du Burundi. Son cas n'est certainement pas isolé. Selon une enquête

gouvernementale réalisée en 2017, 36 % des femmes Burundaises âgées de 15 à 49 ans avaient subi des violences physiques au moins une fois dans leur vie. Dans 57 % de ces cas, les violences ont été infligées par leur mari ou leur partenaire intime. L'enquête a également montré que 23 % des femmes de la même tranche d'âge avaient subi des violences sexuelles. Dans ce contexte, les autorités sanitaires burundaises ont cherché à intégrer la prise en charge des violences basées sur le genre dans les services publics de santé sexuelle et reproductive à travers un projet dénommé

*Nom d'imprunt



Une patiente victime des violences basées sur le genre en consultation.

Twiteho Amagara, qui signifie « occupons-nous de la santé » en kirundi. Ce projet, lancé en 2019, fournit des soins obstétricaux néonataux d'urgence et des formations aux structures de santé.

Avec le soutien de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Ministère burundais de la santé a formé 120 travailleurs de la santé pour qu'ils sachent identifier, traiter et signaler les cas de violence basée sur le genre, ainsi que pour les sensibiliser à la prévention.

« Depuis que j'ai reçu cette formation, je sais comment recevoir, écouter et discuter avec les victimes de ce type de violence en fonction de leur situation individuelle particulière », explique Oscar Adabashiman, infirmier d'urgence dans la province de Kirundo, qui a été formé en 2021. « Une femme violée, il faut d'abord l'écouter et l'accompagner en

faisant une protection contre une grossesse non désirée, les infections sexuellement transmissibles, le VIH et les hépatites. Nous administrons aussi le vaccin antitétanique », détaille Oscar. « Puis, une fois le traitement terminé, la prise en charge psychosociale se poursuit parallèlement à la procédure judiciaire. »

Grâce à un financement de l'Union européenne (UE), l'OMS a également fourni aux structures de santé des kits de soins composés d'antirétroviraux et d'autres médicaments contre les infections sexuellement transmissibles ainsi que les grossesses non désirées.

« Dans les cas des violences basées sur le genre, les victimes ne subissent pas seulement des blessures corporelles qui ont un impact négatif sur leur santé physique, mais elles subissent également des préjudices sur le plan psychosocial », explique la Dre Eugénie Niane, Chargée de la santé reproductive, maternelle et néonatale au Bureau de l'OMS au Burundi. « C'est pour cela que la prise en charge intégrée est très importante. »

Vaincre la stigmatisation, en particulier en ce qui concerne la violence sexuelle, est essentiel pour le succès de toute approche de ce type. « Il est très difficile de faire parler les victimes », indique l'infirmier Adabashiman. « Elles se confient très difficilement et sont très réticentes à raconter ce qu'elles ont vécu. Face à ces cas, nous essayons de faire preuve d'empathie à leur égard et de leur montrer que ce qui leur est arrivé n'est pas leur faute. »

Selon le Dr Ananie Ndacayisa, Directeur du Programme nationale de santé de la reproduction (PNSR) du Burundi, les efforts commencent à porter des fruits. « Dans les provinces où le projet Twiteho Amagara a été mis en œuvre, qui regroupent les 120 structures de santé, les cas qui n'étaient pas rapportés auparavant le sont désormais et les victimes de violence basée sur le genre vont beaucoup plus aisément vers les établissements sanitaires pour leur prise en charge », affirme-t-il.

Oscar Adabashiman est également optimiste. « Les choses changent progressivement et nous en sommes heureux », dit-il. « C'est de bon augure pour l'épanouissement des femmes et des filles dans notre pays. »

Dans le cas de Salomé, après un énième passage à tabac par son conjoint, elle a décidé de demander de l'aide au centre de santé de sa localité, où elle a reçu des soins médicaux et psychosociaux, qu'elle a continué à recevoir après l'aide d'urgence. « J'ai été bien accueillie et j'ai pu me faire traiter gratuitement. J'ai bénéficié des conseils des médecins, qui m'ont aidée à sortir de mon traumatisme », ajoute-t-elle. « Je me suis rétablie petit à petit. »

COLLABORATION ENTRE L'OMS ET ORGANISATIONS NON ETATIQUES : UN PARTENARIAT POUR L'AMELIORATION DE LA SANTE ET DU BIEN-ETRE DES POPULATIONS CIBLES



Le Représentant de l'OMS et la déléguée du MSPLS, remettant un kit d'hygiène à une femme du camp des déplacés de Maramvya dans le cadre de la collaboration entre l'OMS et Global Peace Chain.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de travail, l'OMS doit collaborer avec les acteurs non étatiques. Ceci est clairement indiqué dans le 13ème programme général de travail (2019 – 2023) : « L'OMS est, et restera, une organisation constituée d'états membres, mais les acteurs non étatiques font également partie des conceptions actuelles de la Gouvernance Mondiale ». Il s'agit des ONG, d'associations, de fondations, etc. qui collaborent avec l'OMS de manière durable et systématique en servant les intérêts de l'organisation.

C'est pourquoi, au niveau de l'OMS Burundi et en accord avec le Gouvernement, plusieurs acteurs non étatiques ont contribué à la réalisation d'importantes activités comme l'Association « MIDWIFE in Action » dont le premier responsable témoigne « C'est un honneur pour l'ONG « Midwife in Action » de collaborer avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Grâce à ce partenariat notre organisation devient une référence au Burundi dans le domaine de l'amélioration de la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent », explique Mr. Augustin Harushimana. Ce sage-femme de son état est fier de voir sa structure travailler avec l'OMS afin de contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile au Burundi. A l'instar de « Midwife in Action », le nombre d'organisations non étatiques avec lesquelles collabore l'OMS dans le domaine de la santé commence à s'agrandir progressivement avec cette nouvelle approche de l'Organisation mondiale de la santé d'appuyer ces structures à but non lucratif qui œuvrent pour l'amélioration de la santé et du bien-être de la population.

« La collaboration entre l'OMS et l'Association ALUMA BURUNDI ne date pas d'aujourd'hui. Quand nous avons commencé à construire le siège de notre association, l'OMS nous a doté de mobiliers pour équiper notre centre. Mais cette relation s'est intensifiée au fil des années, surtout avec



Remise d'équipements médicaux par le Représentant de l'OMS au Burundi (milieu), aux sages-femmes lors de la formation SONUB à l'École Paramédicale de Gitega.

l'accès aux soins et services de santé à toutes les personnes à travers la création d'un cabinet médical qui aide les populations vulnérables à recevoir les soins de santé primaire gratuitement ».

En dehors de Global Peace Chain, Midwife in Action, ALUMA BURUNDI, l'OMS collabore avec plusieurs autres structures non étatiques et sociétés savantes comme l'Association des pédiatres, celle des gynécologues obstétriciens qui a bénéficié récemment du soutien technique et financier de l'OMS pour l'organisation de la semaine mère-enfant avec pour objectif l'amélioration de la prise en charge des urgences obstétricales et néonatales dans les provinces par un transfert des connaissances aux médecins prestataires locaux. Ce fut aussi le cas pour l'Association des Femmes médecins du Burundi dont Dr. Césarine NDAYISHIMIYE est la présidente : « Au cours de ce premier trimestre de 2023, nous avons pu recevoir un financement de la part de l'OMS qui nous a permis de réaliser trois grands projets : l'assistance médicale des déplacées internes du site de Kinyinya II dans la commune de Mutimbuzi et de la population autochtone (Batwa) du site de Kagwema, commune de Gihanga. Il y a eu également la formation théorique et pratique de 20 membres de l'AFMB sur la technologie contraceptive, une formation qui nous a permis d'avoir des connaissances et compétences dans l'amélioration de l'offre de la planification familiale moderne. Cette formation nous a permis de pérenniser l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant dans les sites ci-haut cités à travers l'offre de la planification familiale et la prise en charge des infections sexuellement transmissibles (IST) », souligne Dr. Césarine NDAYISHIMIYE.

Au vu des résultats obtenus, cette collaboration entre l'OMS et les organisations non étatiques est très appréciée par les différentes structures bénéficiaires qui souhaitent que ce partenariat se pérennise. « Nous ne cesserons de

solliciter l'appui de l'OMS pour nos différents projets qui s'alignent sur les visions et les valeurs de l'OMS. Cette organisation nous aide à contribuer à l'amélioration de la santé des populations à travers des actions multisectorielles de prévention des maladies », soutient Dr. Brondon Niguel. Abondant dans le même sens que le Directeur pays de l'ONG GPC, l'Ambassadeur Albert NBONERANE de ALUMA BURUNDI, souhaite que « dans le cadre de la lutte contre le paludisme dans le pays, l'OMS nous aide à étendre la stratégie écoliers contre le paludisme dans d'autres écoles de façon à ce que le projet couvre toute l'étendue du territoire national afin que le message puisse être propagé dans toutes les contrées du pays et surtout les districts sanitaires les plus endémiques du Burundi. Comme ça, avec l'appui de l'OMS, nous aurons fait œuvre utile en contribuant à la

régression du paludisme dans notre pays ». Et Dr. Césarine NDAYISHIMIYE de l'AFMB de soutenir : « La collaboration entre l'OMS et l'Association des Femmes Médecins du Burundi est très bonne. Elle nous a permis de réaliser notre rêve à travers les projets que nous initions dans le cadre de l'amélioration de la santé et du bien-être familial.

Nous en sommes vraiment reconnaissantes. Et nous voudrions aussi demander à l'OMS de rester toujours à nos côtés pour renforcer ce lien et partant contribuer davantage à une meilleure santé pour tous les Burundais et Burundaises où qu'ils se trouvent dans le pays ».



Séance de sensibilisation des femmes sur la santé de la reproduction et la vaccination des enfants.

PARTENAIRES

Un grand merci à nos partenaires et bailleurs dont les fonds permettent de répondre aux besoins du pays en matière de santé et du bien-être de la population. Ces appuis financiers constituent un soutien énorme aux différents efforts pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et surtout de la Couverture Sanitaire Universelle.



BILL & MELINDA
GATES foundation



From
the People of Japan



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



EUROPEAN COMMISSION



Humanitarian Aid and Civil Protection



Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIEN, Représentant OMS BURUNDI

Abd Razzack SAIZONOU - Rédacteur en chef

Grâce Ntahiraja - Assistante Communication

Dr Yao Kouadio Théodore - Conseiller à la rédaction

Riana RAVOALA - Chargée des relations extérieures

Caroline MAFO TAGNE - Chargée du partenariat



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

Organisation Mondiale de la Santé

Bureau de la Représentation au Burundi
Boulevard de l'UPRONA, Rohero II
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



**Organisation
mondiale de la Santé**

Burundi